



Qui sera le prochain président des États-Unis?

Par [Thierry Meyssan](#)

Mondialisation.ca, 05 avril 2016

voltairenet.org

Région : [États-Unis](#)

Analyses: [Élections USA](#)

Thierry Meyssan analyse ici le système politique et électoral des États-Unis. Selon lui, le seul enjeu véritable de l'élection présidentielle est le maintien au pouvoir des WASP, jamais contesté depuis la Déclaration d'indépendance. Alors que Ted Cruz et Hillary Clinton en seraient les garants, la candidature de Donald Trump annonce un chamboulement profond du système qui devrait n'intervenir qu'une fois les Anglo-Saxons devenus minoritaires dans la population.

Les primaires états-uniennes offrent un spectacle désolant au cours duquel les principaux candidats semblent ne pas avoir conscience que leurs jugements à l'emporte-pièces et leurs déclarations démagogiques auront des conséquences, intérieures et extérieures, s'ils sont élus président.

Malgré les apparences, la fonction présidentielle ne dispose que de pouvoirs limités. Ainsi, il était évident pour tous que le président George W. Bush n'avait pas la capacité de gouverner et que d'autres le faisaient pour lui. De même aujourd'hui, il est évident que le président Barack Obama ne parvient pas à se faire obéir par l'ensemble de son administration. Par exemple on voit, sur le terrain en Ukraine et en Syrie, les hommes du Pentagone livrer une guerre féroce à ceux de la CIA. En réalité, le principal pouvoir de la Maison-Blanche n'est pas de commander les armées, mais bien de nommer ou de confirmer 14 000 hauts fonctionnaires —dont 6 000 lors de l'entrée en fonction du président—. Au-delà des apparences, la présidence est donc le garant du maintien au pouvoir de la classe dirigeante ; raison pour laquelle c'est cette dernière et non pas le Peuple qui fait l'élection.

Rappelons que, selon la [Constitution](#) (article 2, section 1), le président des États-Unis n'est pas élu au suffrage universel au second degré comme le prétendent des médias ignorants, mais uniquement par les 538 représentants des gouverneurs. La Constitution ne fait pas obligation aux gouverneurs de désigner des électeurs correspondant au souhait exprimé par leurs administrés lors du scrutin consultatif qui précède. Ainsi en 2000, la Cour suprême des États-Unis a refusé d'invalider les électeurs désignés par le gouverneur de Floride alors même qu'il existait un doute sur le souhait exprimé par les électeurs de cet État.

Rappelons également que les « primaires » ne sont pas organisées par les partis politiques comme en Europe, mais par les États —sous la responsabilité des gouverneurs—, chacun selon son propre système. Les primaires sont conçues pour que, *in fine*, les grands partis présentent chacun un candidat à la fonction présidentielle qui soit compatible avec les intérêts des gouverneurs. Elles sont donc organisées sur le modèle du « centralisme démocratique » soviétique afin d'éliminer tout individu ayant une pensée originale ou

simplement susceptible de remettre en question le système, au profit d'une personnalité « consensuelle ». Dans le cas où les citoyens participants ne parviendraient pas à désigner un candidat, ou surtout s'ils parvenaient à en désigner un mais que celui-ci soit incompatible avec le système, la Convention du parti qui suivra tranchera, au besoin en renversant le vote des citoyens.



De très nombreux candidats s'affrontent durant les primaires. Les médias ne rendent compte que des Démocrates et des Républicains, ignorant tous les autres, sachant que le système est conçu pour qu'ils ne puissent jamais gagner.

Les primaires US ne sont donc pas un « moment démocratique », mais bien au contraire un processus qui, d'un côté permet aux citoyens de s'exprimer, et d'un autre leur enjoint de renoncer à leurs intérêts et à leurs idées pour se ranger derrière une candidature conforme au système.

En 2002, Robert A. Dahle, professeur de Droit constitutionnel à l'université de Yale, publiait une étude sur la manière dont la Constitution avait été écrite, en 1787, afin de s'assurer que jamais les États-Unis ne seraient une véritable démocratie [1]. Plus récemment, en 2014, deux professeurs de Sciences politiques, Martin Gilens à Princeton et Benjamin I. Page à Northwestern, ont montré que le système a évolué de sorte qu'aujourd'hui toutes les lois sont votées à la demande et sous le contrôle d'une élite économique sans que jamais on ne tienne en compte les opinions de la population [2].

La présidence de Barack Obama a été marquée par la crise financière, puis économique, en 2008, dont la principale conséquence est la fin du contrat social. Jusqu'ici, ce qui unissait les États-Uniens, c'était le « rêve américain », l'idée que chacun pouvait s'extraire de la misère et devenir riche par le fruit de son travail. On pouvait admettre toutes sortes d'injustices pourvu que l'on ait l'espoir de « s'en sortir ». Désormais, à l'exception des « super-riches » qui n'en finissent pas de s'enrichir, le mieux que l'on puisse espérer, c'est de ne pas déchoir.

La fin du « rêve américain » a d'abord suscité la création de mouvements de colère, à droite le Tea Party en 2009 et à gauche Occupy Wall Street en 2011. L'idée générale, c'était que le système inégalitaire n'était plus acceptable, non pas parce qu'il s'était creusé, mais car il était devenu fixe et permanent. Les supporters du Tea Party affirmaient que pour que cela aille mieux, il faudrait diminuer les impôts et se débrouiller seuls plutôt que d'attendre une protection sociale ; tandis que ceux d'Occupy Wall Street pensaient qu'il faudrait au

contraire imposer les super-riches et redistribuer ce qu'on leur aurait pris. Cependant, cette étape a été dépassée en 2015 avec Donald Trump, un milliardaire qui ne conteste pas le système, mais prétend avoir bénéficié du « rêve américain » et pouvoir le relancer. C'est ainsi en tous cas que les citoyens ont compris son slogan « *America great again !* » (L'Amérique grande à nouveau !). Ses supporters n'entendent pas se serrer un peu plus la ceinture pour financer le complexe militaro-industriel et relancer l'impérialisme, mais espèrent qu'il pourra leur permettre, à leur tour, de s'enrichir comme l'ont fait plusieurs générations d'États-uniens avant eux.

Alors que le Tea Party et Occupy Wall Street ont légitimé respectivement les candidatures de Ted Cruz chez les Républicains et de Bernie Sanders chez les Démocrates, la candidature de Donald Trump met en péril les positions acquises de ceux qui se sont protégés lors de la crise financière de 2008 en bloquant le système. Il apparaît donc non pas opposé aux super-riches, mais aux hauts-fonctionnaires et aux professionnels de la politique, à tous les « nantis planqués », qui ont de gros revenus sans jamais prendre de risques personnels. Si l'on doit comparer Trump à des personnalités européennes, ce n'est ni à Jean-Marie Le Pen, ni à Jörg Haider, mais à Bernard Tapie et à Silvio Berlusconi.



Comment les gouverneurs vont-ils réagir ?
Qui vont-ils faire élire président ?

Jusqu'ici l'« aristocratie » US —selon l'expression d'Alexander Hamilton— était composée exclusivement de WASP, c'est-à-dire des *White Anglo-Saxons Protestants* (Blanc anglo-saxons et protestants) [Au départ le « P » signifiait « puritains », mais avec le temps, le concept s'est élargi à tous les « protestants »]. Cependant, une première exception eu lieu, en 1961, avec le catholique irlandais John Kennedy, qui permit de résoudre pacifiquement le problème de la ségrégation raciale. Et une seconde, en 2008, avec le noir kenyan Barack Obama, qui permit de donner l'illusion de l'intégration raciale. Quoi qu'il en soit, dans aucun de ces deux cas, l' élu n'a utilisé son pouvoir pour renouveler la caste dirigeante. Aucun non plus, malgré la promesse de désarmement général pour le premier et de désarmement nucléaire pour le second, n'a pu entreprendre quoi que ce soit contre le complexe militaro-industriel. Il est vrai que dans les deux cas, on leur avait imposé un de ses représentants comme vice-président, Lyndon B. Johnson et Joe Biden ; une mesure de remplacement qui fut activée dans le cas de Kennedy.

Donald Trump, quant à lui, incarne par son franc-parler un populisme à l'opposé des manières conventionnelles du « politiquement correct » cher aux WASP. À l'évidence, le rapprochement bancal entre le président de la National Governors Association (Association nationale des gouverneurs), le gouverneur de l'Utah Gary Herbert, et Donald Trump montre qu'un accord entre celui-ci et la caste dirigeante sera très difficile à trouver.

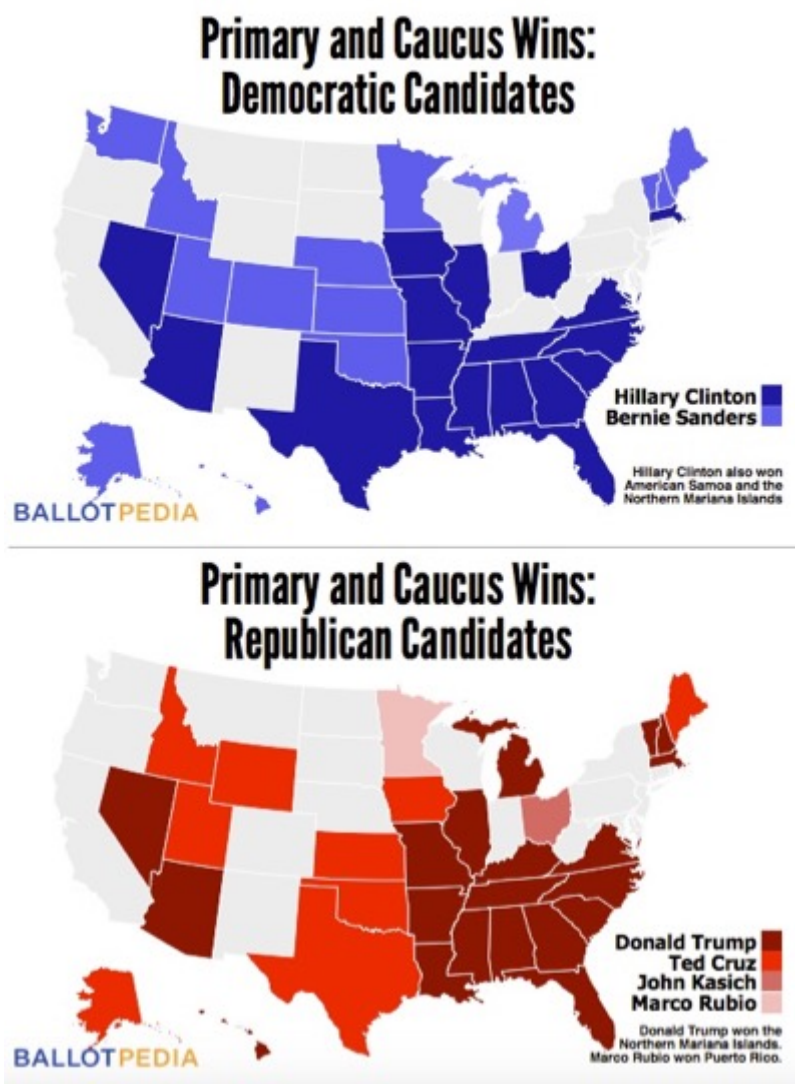
Restent deux autres options : Hillary Clinton et Ted Cruz. Ce dernier est un hispanique devenu intellectuellement WASP après sa « conversion » au protestantisme évangélique. Sa désignation permettrait de réaliser une opération comparable à celle de l'élection d'Obama, cette fois en manifestant une volonté d'intégrer les « Latinos » après avoir caressé les « noirs ». Malheureusement, bien qu'il ait été lancé par une société travaillant à la fois pour la CIA et le Pentagone, c'est un personnage totalement artificiel qui aurait du mal à endosser le costume. Reste l'avocate féministe Hillary Clinton, dont l'élection permettrait de manifester une volonté d'intégration des femmes. Or, son comportement irrationnel et ses crises de fureur hystérique ne peuvent qu'inquiéter. Toutefois, elle se trouve sous le coup d'une grave enquête judiciaire qui permet d'exercer sur elle un chantage et donc de la contrôler.

À aucun moment dans cette analyse je n'ai évoqué les programmes des candidats. C'est qu'en réalité, dans la philosophie politique locale, cela ne compte pas. Depuis le « Commonwealth » d'Oliver Cromwell, la pensée politique anglo-saxonne considère la notion d'intérêt général comme une imposture visant à masquer des intentions dictatoriales. Les candidats n'ont donc pas de programme pour leur pays, mais des « positions » sur des sujets donnés, qui leur permettent d'obtenir des « soutiens ». Les élus —le président, les parlementaires, les gouverneurs, les procureurs, les shérifs, etc.— ne prétendent pas servir le Bien commun, mais satisfaire la plus grande majorité possible de leurs électeurs. Lors d'un meeting électoral, un candidat ne présentera jamais sa « vision du monde », mais il livrera la liste des soutiens dont il dispose déjà pour inviter d'autres « communautés » à lui faire confiance pour les défendre. C'est la raison pour laquelle, la trahison politique aux États-Unis n'est pas de changer de parti, mais d'agir contre les intérêts supposés de sa communauté.

L'originalité de cette conception, c'est que les politiciens ne sont pas tenus d'avoir une cohérence dans leur discours, mais uniquement entre les intérêts qu'ils défendent. Par exemple, on peut affirmer que les fœtus sont des êtres humains et condamner l'avortement au nom de la protection de la vie humaine, puis dans la phrase suivante, prôner l'exemplarité de la peine de mort.

Il n'y aurait pas grande différence entre la politique que pourrait suivre l'évangéliste Ted Cruz, la féministe Hillary Clinton ou le marxiste Bernie Sanders. Tous trois devraient marcher dans les pas déjà tracés par George W. Bush et Barack Obama. Ted Cruz évoque la *Bible* —en fait les valeurs juives de l'*Ancien Testament*— et parle à un électorat religieux du retour aux valeurs fondamentales des « pères fondateurs ». Le déblocage du système serait donc affaire de morale personnelle, l'argent étant censé être « un don de Dieu à ceux qui le craignent ». De son côté, Hillary Clinton mène une campagne en direction des femmes et considère comme acquis le vote de ceux qui se sont enrichis sous la présidence de son mari. Pour eux, le déblocage du système serait donc une affaire de famille. Tandis que Bernie Sanders dénonce la captation des richesses par 1 % de la population et appelle à leur redistribution. Ses soutiens rêvent d'une révolution dont ils bénéficieraient sans avoir à la faire.

Seule l'élection de Donald Trump pourrait marquer un changement dans le système. Contrairement à ses déclarations, il est le seul candidat rationnel, car ce n'est pas un homme politique, mais un homme d'affaire, un *dealmaker*. Il ignore tout des sujets qu'il devrait aborder et n'a aucun *a priori*. Il se contenterait de prendre des décisions au fur et à mesure des alliances qu'il nouerait. Pour le meilleur ou pour le pire.



Étrangement, les États où Bernie Sanders a gagné sont à peu près les mêmes que ceux de Ted Cruz, tandis que ceux de Donald Trump comprennent presque tous ceux d'Hillary Clinton. C'est que, inconsciemment, les citoyens appréhendent leur avenir soit à travers la morale qui permet la rédemption puis l'enrichissement (Sanders et Cruz), soit à travers le travail et la réussite matérielle qu'il devrait procurer (Trump et Clinton).

À ce stade, il est impossible de prédire quel sera le prochain président et si cela aura ou non une importance. Mais, pour d'inéluctables raisons démographiques, ce système s'effondrera de lui-même dans les prochaines années, les Anglo-Saxons devenant minoritaires.

Thierry Meyssan

[1] [How Democratic is the American Constitution ?](#), Robert A. Dahl, Yale University Press, 2002.

[2] « [Testing Theories of American Politics : Elites, Interest Groups, and Average Citizens](#) », Martin Gilens and Benjamin I. Page, *Perspectives on Politics*, Volume 12, Issue 03, September 2014, pp. 564-581.

Articles Par : [Thierry Meysan](#)

A propos :

Intellectuel français, président-fondateur du Réseau Voltaire et de la conférence Axis for Peace. Dernier ouvrage en français : L'Effroyable imposture : Tome 2, Manipulations et désinformations (éd. JP Bertrand, 2007).

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca